

Communiqué commun de la Ligue de l'enseignement et de la LDH

Paris, le 15 novembre 2013

CONJURONS LA BÊTISE ET LE CYNISME, REFUSONS LA HAINE ET LE RACISME !

Voici que les mots et les postures qui portent la haine de l'Autre et la violence tendent à devenir l'ordinaire du débat public, relayés et entretenus par une pratique médiatique qui confine à de l'aventurisme.

Qu'une ministre de la République soit traitée de singe ne semble plus émouvoir nombre de citoyens, pas plus qu'ils ne sont émus par les déclarations d'un ministre qui décrète l'incapacité à s'intégrer de telle catégorie de population. Que dire, dès lors, quand un élu local en vient à regretter que ces Roms n'aient pas été suffisamment anéantis pendant la guerre !

Des millions de personnes sont niées dans leur citoyenneté en raison de leurs origines, de leur situation sociale, de leur culture et de leur religion. Une partie des hommes et des femmes politiques de notre pays se taisent ou, pire, exploitent cette situation. De boucs émissaires extérieurs en ennemis de l'intérieur, des doigts se tendent pour les désigner coupables, à l'origine de nos maux, ce seraient eux qui détruiraient notre pays et ruineraient notre avenir.

Ne nous y trompons pas : ces mécanismes sont destructeurs, d'abord pour ceux et celles qui les subissent, et aussi pour la société tout entière. La haine générée grandit, nourrie par une bêtise et une ignorance infiltrant tous les rouages de la vie sociale, avec une explosion numérique nauséuse, générant conflits et violences, rancœurs et esprit de revanche, assignations à résidence et replis communautaires. Au plus profond de ses ressorts, c'est la démocratie elle-même, avec ses deux siècles de construction, qui est atteinte. C'est la France républicaine, porteuse d'espoir d'un monde solidaire, qui est rabaissée.

Nous assumons et reconnaissons nos différences, elles sont le fondement de notre pacte social. Nous savons aussi ce qui nous réunit par notre pacte politique. Nous ne transigerons pas sur les principes fondamentaux sur lesquels nous avons bâti la République : la liberté, l'égalité, la fraternité comme la laïcité et la solidarité qui sont, à la fois, nos guides et nos objectifs. À la veille de deux échéances électorales que sont les élections municipales et européennes, nous entendons, ici, mettre en garde avec solennité.

Il est de notre responsabilité commune, acteurs dans la société, que nous soyons militants, responsables associatifs, élus locaux et nationaux, habitants, journalistes, en un mot CITOYENS, de ne pas suivre cette route mortifère. Celle-ci est aujourd'hui trop souvent balisée par des flux ininterrompus d'informations répétées en continu par les chaînes télé d'info, relayées sur le web et les réseaux, alors bien peu « sociaux ». Cette répétition absurde est comme un matraquage qui, à la fois, obsède et sidère.

Être CITOYEN, c'est bannir du débat politique tout propos, toute attitude, de nature à engendrer le racisme, l'antisémitisme et tendant à justifier les discriminations. La France, comme bien d'autres pays, doit affronter d'énormes défis économiques et sociaux, avec le chômage et les inégalités.

Face à ceux et à celles qui avivent les souffrances sociales, les peurs et les colères, nous nous dressons pour affirmer avec force : la République n'a d'avenir qu'égal, solidaire et fraternelle.

C'est dans ce cadre que le débat public, comme les politiques publiques, doivent s'affirmer.